

# Les handicapés toujours en mal d'école

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4277 - Lundi 18 septembre 2017 - Prix : 10 DA

Elections locales à Béjaïa

## 147 formulaires retirés dont 104 par des indépendants

Page 24

Élections locales

## L'administration sera absente du scrutin du 23 novembre

Page 3

### Parallélisme

Par Mohamed Habili

**L**es Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, ont commencé par interdire à l'armée syrienne et à ses alliés de traverser l'Euphrate, à hauteur de Deir Ezzour, mais celle-ci non seulement n'a pas tenu compte de leur mise en garde, mais a effectué de nuit un raid aérien contre eux, histoire de leur apprendre à ne pas trop présumer d'eux-mêmes, ni non plus de leurs protecteurs américains. A vrai dire, les Kurdes ont imputé l'attaque, qui, semble-t-il, n'a été qu'un avertissement, à la fois à l'aviation syrienne et à l'aviation russe. Mais comme les Russes ont nié y être pour quelque chose, mais non pas l'armée syrienne, il n'y a pas de raison de ne pas les croire. On peut prendre pour acquis qu'en l'occurrence les Syriens ont agi seuls contre d'autres Syriens, les seuls d'ailleurs qui restent actifs au plan militaire, les autres groupes, au départ bien plus radicaux et présents qu'eux, ayant cessé de faire parler d'eux. Les Forces démocratiques syriennes, déjà occupées, avec l'aide des Américains, à libérer Raqqa, ont envoyé des troupes à Deir Ezzour, moins pour contribuer à sa libération que pour s'emparer de ses puits de pétrole, ainsi d'ailleurs que de ses réserves d'eau. On ne peut pas ne pas voir que les Kurdes syriens font à leur échelle ce que font à plus grande envergure les Kurdes irakiens, les uns et les autres ayant en commun le même projet de divorce d'avec leurs respectifs.

Suite en page 3

Le plan du gouvernement hier au Parlement

# Ouyahia défend le recours à la planche à billets



Ph/E. Soraya/J. A.

Hier, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, a décliné devant le Parlement les quatre grands axes autour desquels s'articule le plan d'action de son gouvernement. Celui concernant le recours au financement non conventionnel afin de «sauvegarder l'indépendance financière du pays» aura occupé l'essentiel de sa présentation et celle des interventions et réactions des députés.

Lire page 2

Transport

## La gestion d'une vingtaine de nouvelles gares routières bientôt confiée à la SOGRAL

Page 4

Cinéma

## «En attendant les hirondelles» en avant-première à Alger

Page 13

Le plan du gouvernement hier au Parlement

# Ouyahia défend le recours à la planche à billets

■ Hier, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, a décliné devant le Parlement les quatre grands axes autour desquels s'articule le plan d'action de son gouvernement. Celui concernant le recours au financement non conventionnel afin de «sauvegarder l'indépendance financière du pays» aura occupé l'essentiel de sa présentation et celle des interventions et réactions des députés.

Lynda Naili

**A** ce titre, dans le premier volet de sa présentation dédié à la préservation de la sécurité, de la stabilité et de l'unité du pays, passant par le renforcement de la démocratie, «une démocratie calme», a-t-il prôné, et de l'Etat de droit et la modernisation de la gouvernance, et la lutte «sévère» contre toute forme de criminalité notamment celle ayant trait au terrorisme, au trafic de drogue et au kidnapping pour lesquels «la loi sera appliquée dans toute sa rigueur», a-t-il dit, le Premier ministre a fortement défendu le recours, «sur instruction du président de la République» au financement non conventionnel devant, durant les cinq années à venir, «sauvegarder l'indépendance financière du pays et poursuivre le financement de la construction nationale».

Ainsi, relevant l'érosion des réserves de change, qui en 2014 avaient atteint près de 200 milliards de dollars et qui actuellement sont à près de 100 milliards de dollars, ainsi que l'épuisement des avoirs du Fonds de régulation des recettes en raison des déficits budgétaires successifs, après avoir culminé à plus de 5 000 milliards DA en 2012, et en l'absence d'un marché financier local de taille, mais aussi à cause de la raréfaction des liquidités au niveau des banques publiques qui a engendré le ralentissement dans le financement des projets d'investissement même lorsqu'ils sont rentables, et compte tenu de la décision de l'exclusion du recours à l'endettement extérieur afin de ne pas répéter l'épisode douloureux des années 1990 auprès du FMI, et d'épargner au pays le risque d'être pris dans la spirale des emprunts à l'étranger, et de se retrouver en situation d'insolvabilité envers ses créanciers et en obligation de solliciter l'aide du FMI en contrepartie d'un «ajustement structurel économiquement et socialement tragique», le gouvernement a décidé de recourir au financement non conventionnel interne comme l'ont fait d'autres pays développés, à la suite de la crise financière mondiale d'il y a quelques années, a-t-il argumenté. Et d'ajouter que ce financement est destiné pour pallier les déficits du budget de l'Etat, au remboursement de ses importantes dettes vis-à-vis de Sonatrach ou des banques publiques engagées dans l'assainissement de Sonelgaz. Et à Ouyahia de rassurer que les emprunts que le Trésor public obtiendra auprès de la Banque



PH. Soraya/J.A.

d'Algérie auront un «impact positif» direct sur les citoyens «sans devoir leur imposer de nombreux impôts nouveaux». Pour le Premier ministre, le défi de la sauvegarde de l'indépendance financière du pays concerne «toute la société, car c'est ensemble que nous devons évoluer d'une société de consommation vers une véritable société productive, une société qui réhabilitera le travail et l'effort, une société assainie des pratiques parasitaires du gain facile même en dehors du cadre de la loi et même au détriment de l'intérêt de la collectivité nationale».

## Réactions des partis

Mohcen Belabas du RCD, «en dressant aujourd'hui une situation noire du contexte économique et politique du pays, Ouyahia n'a évoqué qu'une partie de la vérité, non par souci de transparence de gestion mais pour faire passer des solutions qui en réalité n'en sont pas véritablement, notamment la question du recours au financement non conventionnel pour pallier les déficits du budget de l'Etat», qui pour lui n'est pas la solution réelle au problème à laquelle les pays du monde auraient eu recours. En fait, il s'agit de la création d'une fausse monnaie qui contribuera directement à la dévaluation du dinar déjà en baisse, à une hausse d'ici trois ans d'un taux d'inflation jamais égalé, et à l'érosion du pouvoir d'achat. Ce à quoi s'ajoutera le

désintérêt et la fuite des opérateurs économiques notamment étrangers. Ainsi, pour le RCD, «le recours à ce mode de financement mettra l'Algérie dans une position critique et mettra en gage l'avenir des générations futures». Déplorant à ce sujet les propos du Premier ministre qualifiant la société algérienne de «rentière», estimant que «ce sont les politiques mises en place par les différents gouvernements qui ont fait qu'elle soit ainsi». De ce fait, au vu de la gravité de la crise que traverse le pays «le Premier ministre devrait se rapprocher de l'ensemble des parties prenantes y compris les syndicats autonomes afin de discuter des solutions idoines à trouver à travers des réformes structurelles devant mener au recouvrement de la confiance du citoyen».

Nacer Hamdadouche, président du groupe parlementaire du MSP : «Dire la vérité à l'opinion publique sur la réalité économique du pays est insuffisante pour solutionner la crise. Pour nous, il s'agit de mesures unilatérales démunies d'alternatives réelles à la crise et excluant la volonté d'aller vers un dialogue global incluant l'ensemble des partenaires». «Il est vrai que le recours au financement non conventionnel fera éviter au pays une atteinte à sa souveraineté économique, mais sur le plan interne, ces mesures auront des répercussions négatives à tel point qu'il n'est pas exclu que dans les années à venir nous serons contraints de recourir à

l'endettement extérieur avec des conditions plus contraignantes et douloureuses que celles que nous avons connues dans le passé».

Par ailleurs, sur l'absence de nouvelles fiscalités dans le projet de loi de finances 2018, M. Hamdadouche estimera que le gouvernement «semble avoir appris les leçons des précédentes lois de finances» et qu'en ce sens «c'est par crainte de l'exacerbation de l'opinion publique que des impositions nouvelles ne figurent pas dans la loi de finance 2018, préférant ainsi le recours au financement non conventionnel alors que l'Algérie ne remplit pas les conditions économiques et monétaires pour une telle alternative. Pour nous, cette démarche qui mène droit à la hausse de l'inflation et à la dévaluation du dinar, ne diffère pas de la falsification de la monnaie nationale. Avec la détérioration du pouvoir d'achat qui sera plus accentué, les conséquences de cette mesure seront tout aussi douloureuses pour les citoyens que s'il y avait de nouvelles impositions fiscales».

Pour Abdelhamid Si Affif, député FLN, «il s'agit là d'une solution nouvelle à laquelle a eu recours le Premier ministre et pour laquelle nous devons lui donner le temps de prouver sa pertinence. A ce titre, nous appuyons cette solution, mais ceci dit nous estimons que le gouvernement doit faire l'effort de trouver d'autres sources de financements pérennes doivent

être trouvées pour financer les investissements créateurs d'emplois et de richesses». Dans ce contexte, il déplorera les politiques économiques non réfléchies ayant vainement ingurgité des montants colossaux.

Djelloul Djoudi du PT : «Il n'y a pas lieu de recourir à ce mode de financement. Nous disposons d'autres moyens, tels que le recouvrement de la fiscalité, sachant que nous avons plus de 12 mille milliards DA d'impôts non payés. C'est donc cette volonté de recouvrer ces montants qu'il faut entre autres afficher». A ce sujet, regrettant «l'absence de bilans des politiques économiques engagées par les précédents gouvernements afin de porter les correctifs nécessaires au but d'un meilleur rendement», il s'indignera contre le maintien annoncé par le Premier ministre des avantages fiscaux et parafiscaux reconnus par la loi aux investissements, affirmant ainsi que «nous sommes en train de continuer sur la même politique qui nous a conduit à cette situation de crise». Lamine Osmani, président du groupe parlementaire des Indépendants : «Un courage politique que de reconnaître la difficulté de la situation économique du pays. Le recours au financement non conventionnel est une solution parmi d'autres à laquelle le gouvernement a eu recours pour cinq ans. Mais pour nous, la perspicacité de cette solution reste tributaire de la qualité de la ressource humaine devant mettre en application cette mesure monétaire qui exige une expérience économique avérée à adapter au contexte national. Ce n'est forcément parce que ce mode a réussi ailleurs qu'il sera un succès en Algérie. Certes, nous disposons d'une infrastructure de base pour laquelle des montants gigantesques ont été dépensés, mais nous n'avons pas une économie au sens réel du terme».

Pour Lakhari Benkhalfa, chef du groupe parlementaire de l'Alliance Adala-Ennahda-Bina, la lutte contre l'informel et sa soumission à la fiscalité, le recouvrement des montants démesurés induits par l'évasion fiscale, le recouvrement des crédits durant l'aisance financière. Il s'agit aussi de convaincre les citoyens de bancariser leurs épargnes dans le respect de leurs exigences notamment en termes de taux d'intérêt, sont autant de solutions auxquelles il aurait fait appel avant de trancher pour le financement non conventionnel.

L. N.



Rentrée scolaire

# Les handicapés toujours en mal d'école

■ *En dépit des efforts consentis par la tutelle pour l'amélioration des conditions d'accueil des handicapés à l'école, ces derniers souffrent toujours d'un grand malaise d'adaptation au sein de l'éducation nationale. Sur ce point, la formation du personnel enseignant pour un accompagnement pédagogique efficace de cette catégorie est tout aussi primordial que la création d'un espace adapté pour eux, selon la présidente de la Fédération algérienne des personnes handicapées, Atika El Mamri. Elle tire la sonnette d'alarme pour un grand changement.*

Par Yacine Djadel

Les handicapés, à l'instar de tous, ont fait leur rentrée scolaire pour cette année. Des milliers d'enfants ont été scolarisés dans des classes ordinaires pour pallier leur différence. Comme la loi le prévoit, la quête du savoir est un droit fondamental assuré par la Constitution à l'égard de tout le monde. Néanmoins, au vu des besoins particuliers de cette catégorie, une méthodologie spécialement adaptée pour eux s'impose pour le bon déroulement de leur cursus scolaire. Pour ce qui est des espaces aménagés, notamment pour certains handicapés lourds, ils ont été mis à disposition dans quelques établissements dans tout le pays, comme l'a annoncé récemment la ministre de la Solidarité nationale, M<sup>me</sup> Ghania Eddalia. Au total, 230 centres spécialisés sont actuellement opérationnels à l'échelle nationale, a-t-elle souligné. Toutefois, le problème de fond qui se pose réside dans le suivi et l'accompagnement de ces enfants. Un manque voire une absence de flexibilité dans les techniques de transmission et de gestion des classes fait réellement défaut. D'après, M<sup>me</sup> Atika El Mamri, il y aurait même un immense malaise d'intégration des personnes handicapées au sein de l'éducation nationale. «Il ya des milliers d'enfants handicapés scolarisés dans les écoles algériennes. Les directeurs d'établissement les



acceptent, certes, comme l'indique la loi, mais juste pour les inscrire. Une continuité n'est point là, parce qu'on n'apprend pas à ces derniers comment lire et surtout écrire en fonction de leur insuffisance et difficulté, comparées aux autres enfants. Certains enseignants les brusquent même en les accablant par manque de pré-requis à suivre normalement. Ce qui est totalement faux, leurs besoins exigent des adaptations spécifiques», a-t-elle déploré. Ajoutant que «suite à ces faux constats, on les achemine systématiquement vers

l'échec en arrêtant leur scolarisation sous prétexte d'impossibilité d'adaptation». Pour y remédier et corriger certaines mentalités et attitudes non conformes aux exigences socioprofessionnelles de l'éducation nationale, la proposition de création d'une structure de formation des enseignants pour les préparer psychologiquement à encadrer les élèves handicapés sera soumise au niveau du département du ministère de l'Éducation. «Le secteur de l'éducation nationale est le premier responsable des élèves handicapés. Je rappelle que l'ac-

cès à celle-ci est un droit et non une charité», a-t-elle insisté. Une fois la première étape de travail réalisée, la suite incombe au ministère de la Solidarité nationale pour tout ce qui est équipement pédagogique et matériel scolaire nécessaire pour leur apprentissage, a poursuivi M<sup>me</sup> El Mamri. En somme, il est clair que la situation sociale des handicapés en milieu scolaire est tellement désespérante qu'elle suscite matière à débat et une action urgente.

Y. D.

Élections locales

## L'administration sera absente du scrutin du 23 novembre

L'administration va se retirer des opérations de vote des prochaines élections locales prévues le 23 novembre prochain, pour laisser «le personnel d'encadrement ainsi que les partenaires politiques» suivre cette opération dans «la transparence totale», a annoncé l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales sur les ondes de la Radio nationale. Invité hier, de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le représentant du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abderrahmane Seguini indique que «l'administration va se retirer le jour du scrutin pour laisser aussi bien le personnel d'encadrement que les partenaires politiques jouer le jeu et effectuer cette opération électorale dans la

transparence la plus totale». Affirmant que le personnel d'encadrement est composé de citoyens avant tout, il estime en outre que le dispositif légal assure également la transparence du scrutin. «Le dispositif légal assure la transparence du scrutin à travers un certain nombre de mécanismes, notamment avec la présence de la Haute instance indépendante de surveillance des élections», estime-t-il.

Il signale également qu'elle sera assurée par la présence des «partenaires politiques» prenant part au vote et de celle de la Haute instance indépendante de surveillance des élections. Selon l'inspecteur général, la HIISE dispose de «toutes les prérogatives pour contrôler les opérations électorales du début à la fin, ainsi que nos partenaires politiques

qui pourront contrôler l'opération à travers la surveillance qu'ils vont opérer le jour du scrutin». Il précise aussi qu'il y aura cinq observateurs au niveau de chaque bureau de vote, ainsi que des représentants au niveau des centres de vote, «donc je ne vois pas vraiment comment il ne peut pas y avoir une transparence de ces opérations». A propos du déroulement du scrutin, celui-ci assure que toutes les dispositions logistiques et organisationnelles ont déjà été réunies pour réussir ce rendez-vous. L'inspecteur général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales est revenu notamment sur la question des préparatifs matériels du suffrage de même que de la révision «exceptionnelle» du fichier électoral. Sur ce point,

Abderrahmane Seguini rappelle que cette révision s'est clôturée, le 13 septembre et qu'elle a permis d'inscrire 340 000 nouveaux électeurs (chiffre provisoire) et de radier 213 000 autres. L'inspecteur général du ministère de l'Intérieur affiche par ailleurs son optimisme et se déclare «certain» que les élections locales vont attirer un grand nombre de citoyens qui «vont vouloir affirmer leur volonté» en choisissant les élus chargés de les représenter au niveau de la commune et de la wilaya. Il écarte ainsi une éventuelle réticence de citoyens à participer au suffrage. Abderrahmane Seguini est catégorique sur cette question : «On ne craint pas un grand taux d'abstention». Il explique qu'il s'agit d'une élection de proximité, car tout ce qui touche les

LA QUESTION DU JOUR

### Parallélisme

Suite de la page une

Les Kurdes irakiens ont beaucoup avancé dans cette direction, puisque dès le lendemain du 25 septembre, jour de tenue du référendum pour l'indépendance, ils pourront proclamer celle-ci – en attendant de pouvoir en jouir réellement, ce qui, on s'en doute, n'est pas tout à fait la même chose. Le fait est qu'un non à ce référendum est tout à fait improbable. Or les Kurdes irakiens entendent non seulement faire sécession, ce qui déjà est en soi un maximalisme, mais étendre leur domaine à la riche province de Kirkouk, où pourtant ils ne sont pas majoritaires. Comme ils sont dans les meilleurs termes avec les Américains, ils s'imaginent pouvoir à la fois se séparer de Baghdad et lui prendre Kirkouk, la plus enviable de ses dépendances. Les Kurdes syriens les imitent en tout, sauf que leur mot d'ordre central n'est pas l'indépendance, vu qu'ils n'ont pas encore obtenu l'autonomie. Mais comme eux aussi ne visent à rien moins qu'à l'indépendance, et qu'ils sont par nature prévoyants, ils veulent dès à présent s'assurer des ressources matérielles de leur futur Etat. Les Kurdes irakiens et syriens commencent dans deux autres choses : dans l'idée qu'une opportunité historique se présente à eux, qu'il ne faut pas rater, parce qu'elle risque de ne pas se renouveler, et dans la croyance que jamais Baghdad et Damas ne retrouveront leur ancienne force et stabilité. Ils peuvent donc non seulement s'en séparer mais s'adjuger en partant la meilleure part de leurs richesses naturelles. A vrai dire, quelque chose d'autre les rattache : le soutien des Américains, et au-delà, des puissances occidentales, en plus de celui d'Israël. Bref, leur projet d'indépendance n'a en fait rien d'indépendant. Il est basé à la fois sur l'appui des puissances impérialistes et sur leur sens de l'opportunité, qui pourrait s'avérer trompeur. Le problème, c'est que ces mêmes puissances ont d'autres alliances dans la région, dont elles ne se montrent pas prêtes à se passer, juste parce qu'elles tiendraient par-dessus tout à ce que les Kurdes puissent enfin réaliser leur rêve national. Israël lui-même préférerait à leur amitié celle des monarchies du Golfe, et notamment celle de l'Arabie saoudite, dans la perspective d'une guerre avec l'Iran, à ses yeux inévitable.

M. H.

citoyens dans leur quartier les intéresse au premier chef. Pour finir, l'intervenant annonce, d'autre part, que le ministère travaille actuellement à l'élaboration d'une «Charte participative» faisant obligation aux élus d'impliquer les administrés dans la gestion «communautaire» de leur municipalité.

Louiza Ait Ramdane

# La gestion d'une vingtaine de nouvelles gares routières bientôt confiée à la SOGRAL

■ La gestion d'une vingtaine de nouvelles gares routières sera confiée, d'ici fin 2017, à la Société de gestion des gares d'Algérie (SOGRAL), a-t-on appris, hier, du président-directeur général de cette société par actions.

Par Fatah B.

Il s'agit de 17 gares routières achevées ou en voie de l'être à travers le pays et qui seront gérées, d'ici fin 2017 ou au

## Incendies à El Tarf 45 km de réseau de haute tension nettoyés des cendres

UN TOTAL de 45 kilomètres de câbles électriques du réseau de haute tension (HTA) de départ 30 K/volts de la wilaya d'El Tarf a été nettoyé des cendres engendrés par les incendies qu'a connus la wilaya au cours de l'été, a-t-on appris, hier, auprès de la chargée de communication les services de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Est (SDE). Inscrite dans le cadre d'une opération de prévention et de nettoyage, l'action a permis de nettoyer les isolateurs situés sur une longueur de 45 kilomètres du réseau HTA du départ 30 K/Volt de la région d'El Chatt, issus des postes sources 60/30 K/Volt Ben M'Hidi, a précisé Chiraz Boualem. Elle a ajouté que cette opération sera poursuivie à travers les différentes agglomérations de cette wilaya frontalière, où plus de 2 000 hectares de forêts ont été détruits par les nombreux foyers d'incendie enregistrés durant l'été. Cette opération de nettoyage et de prévention a pour objectif, a fait savoir la même source, d'*isoler les câbles de la cendre laissée à la suite des incendies de forêt afin d'éviter tout risque d'accident*. Cette mesure de prévention, décidée au lendemain des incendies qui ont affecté la région, vise également *«la préservation des vies des citoyens en écartant tout risque provenant de ces câbles électriques qui pourraient être des conducteurs d'énergie électrique, qui au contact de l'humidité très élevée à travers les régions de la wilaya d'El Tarf, notamment ses huit communes frontalières, pourraient porter atteinte à la vie des riverains»*, a-t-on encore détaillé. La première phase de cette opération, menée trois jours durant à la fin du mois d'août dernier, a permis de toucher l'ensemble des points névralgiques et susceptibles de présenter un quelconque danger sur la vie des riverains, a-t-on souligné, rappelant que des équipes techniques sont mobilisées pour garantir le succès de cette opération de prévention. La wilaya d'El Tarf, où la longueur du réseau d'électricité s'étale sur 3 296,873 km et la longueur de son réseau de gaz est de l'ordre de 561,71 km, compte cinq agences commerciales assurant des prestations diverses à pas moins de 83 193 abonnés au réseau électrique et 19 411 autres au réseau de gaz. Anis G.

plus tard début 2018, par Sogral, a indiqué à l'APS Azzeddine Bouchhida, en marge de l'inauguration de la nouvelle gare routière de Tlemcen, dont la gestion a été confiée à cette entreprise publique économique en vertu d'un contrat passé avec la direction des transports de la wilaya. Jusqu'à présent, Sogral gère pas moins de 65 gares routières à travers le pays, accumulant un capital expérience important, a-t-on signalé, précisant que cette société a lancé, depuis une année, une opération de réservation et d'achat de billets de voyage par carte magnétique. L'opération sera généralisée à toutes les gares routières. Pour celle de Tlemcen, le directeur de wilaya des TIC et de la numérisation a rappelé que la fibre optique a été posée au niveau de la gare routière, augurant de grandes possibilités de gestion informatisée de ce bâtiment intelligent. Au nombre de soixante agents, le personnel recruté par Sogral a bénéficié d'une période de formation pour être opérationnel, a indiqué, pour sa part, Noureddine Attar, directeur des transports de la wilaya de Tlemcen, lors de l'inauguration de cette gare par les autorités locales. Sogral effectuera également les adjudications nécessaires pour la location des différentes structures commerciales ou de services dépendant de la gare routière, a-t-on indiqué au wali de Tlemcen qui a mis l'accent sur la mise en place un plan d'organisation cohérent de cette importante structure. Implantée au quartier d'Abou Tachefine, à la



sortie nord de Tlemcen, cette nouvelle gare va renforcer le secteur des transports. Elle désengorgera sensiblement la circulation routière de la ville, souligne-t-on. S'étalant sur une superficie de près de 71 000 m<sup>2</sup>, l'infrastructure de catégorie A dispose d'un bloc pour les voyageurs, d'une aire de stationnement pour 36 bus inter-wilayas, d'un parking

pour bus d'une capacité de 17 places et des aires pour des taxis particuliers ou collectifs, d'un poste de police, des locaux techniques et des sanitaires. S'agissant des commodités pour les usagers, la gare routière compte deux kiosques multiservices, une pharmacie, deux restaurants, une salle de soins, dont la gestion a été confiée à l'EPSP

de Tlemcen, un bureau de banque, un bureau de poste, deux salles de prière et autres. Une autorisation de programme initiale de l'ordre de 520 millions de dinars a été allouée à ce projet et une réévaluation de l'ordre de 400 millions de dinars a été demandée pour le lancement effectif de ce projet, signale-t-on enfin. F. B./APS

Aujourd'hui à Djelfa

## Gaïd Salah supervise la destruction du stock restant des mines antipersonnel

Le général de corps d'armée, L'Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), supervisera, aujourd'hui à Djelfa, le déroulement de l'opération de destruction du stock restant des mines antipersonnel, indique dimanche le ministère de la

Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, supervisera, demain lundi 18 septembre 2017 au nom de Son Excellence monsieur le président de la République, chef

suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, au niveau du Polygone Central de l'Air/Hassi Bahbah (1<sup>er</sup> RM), le déroulement de l'opération de destruction du stock restant des mines antipersonnel déposé par l'Armée nationale populaire», précise la même source. Cette opération intervient «en confor-

mité avec les obligations internationales de l'Algérie, découlant de la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction», conclut le communiqué du MDN.

R. N.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin dernier à Oran

## Plus de 34 ha ravagés par les feux

Une superficie dépassant les 34 ha a été ravagée par les feux de forêt à Oran depuis le début de juin dernier, a-t-on appris hier de la Conservation des forêts de la wilaya. Au total, 35 incendies ont été enregistrés dans plusieurs communes et ont ravagé une superficie de 34 hectares et 84 ares entre forêts, maquis et broussailles, a précisé

la même source. Les sinistres se sont produits dans les communes de Bir El Djir, Gdyl, Misserghine, Oran, Hassi Ben Okba, El Ançor et Mers El Kebir et Oued Tlélat, entre autres. La commune la plus touchée par les feux est celle d'El Ançor qui a enregistré la destruction de quelque 20 ha de maquis et de broussailles, suivie des com-

munes de Gdyl (4 ha de maquis ravagés) et de Misserghine (3 ha de broussailles). Les deux derniers incendies enregistrés par la Conservation des forêts remontent à samedi dans la commune de Misserghine, au lieu-dit Bentalbane (500 m<sup>2</sup> de maquis détruits) et à Oued Tlélat, au niveau de la forêt de Tafraoui, au

lieu-dit Mont Majdine (400 m<sup>2</sup> de broussailles), a-t-on précisé de même source. Les flammes ont rapidement été circonscrites grâce à la mobilisation des moyens humains et matériels et à la coordination des efforts des parties impliquées dans la lutte contre les feux dont la Protection civile, a précisé la même source. K. L.



# Décuplement de la superficie consacrée à l'oliveraie

■ L'oliveraie de la wilaya de M'sila a «plus que décuplé» durant ces dernières années, passant de 580 hectares en 2000 à plus de 7 000 ha en 2017, ont indiqué hier les services de la wilaya.

Par Salem K.

Cette extension s'explique par «l'adaptation de l'olivier, arbre rustique peu gourmand en eau, au climat aride de cette wilaya steppique», a précisé la même source, soulignant que les jeunes vergers oléicoles ne nécessitent des soins particuliers que durant les trois premières années de leur plantation, contrairement aux autres arbres fruitiers comme l'abrico-



PH. R.

tier. La conversion de nombre d'agriculteurs qui sont passés de la culture des fourrages et des légumes à celle des oliviers, a également favorisé l'expansion de l'oliveraie locale, a-t-on ajouté, indiquant que l'aide publique a favorisé la réalisation de 300

bassins d'irrigation de vergers oléicoles, la distribution de plus de 200 kits d'irrigation et l'installation de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte sur plus de 1 000 hectares. Cette évolution a entraîné dans son sillage l'ouverture de 5 huileries privées, tritu-

rant plus de 84 000 quintaux d'olives, a encore signalé la même source, rappelant que durant les années 1960 plusieurs superficies avaient été plantées d'oliviers dans les régions de Metarfa, M'sila et Maâchid, dans le cadre d'une opération supervi-

sée par l'organisation onusienne pour l'alimentation et l'agriculture FAO. Toutefois, a ajouté la même source, la majorité de ces vergers ont péri faute d'entretien. La même source a indiqué que cette évolution a été «quelque peu freinée» au cours des cinq dernières années par la hausse des prix des plants qui varient entre 120 et 320 dinars, en l'absence de pépinières qui pourraient approvisionner les arboriculteurs de la région en plants, qu'il s'agisse d'oliviers ou d'autres essences. La wilaya de M'sila «consomme» une moyenne de 500 000 plants d'oliviers par an, a-t-on indiqué, ce qui oblige les services agricoles à s'approvisionner dans des pépinières situées dans d'autres wilayas, à l'instar de Boumerdes.

S. K./APS

## Productions agricoles

### Organisation en octobre de la deuxième exposition

La ville de Batna abritera, la première semaine du mois d'octobre prochain, la deuxième exposition de wilaya des productions agricoles, a indiqué samedi à l'APS le directeur des services agricoles (DSA), Kamaleddine Benseghir. Cette manifestation, prévue à la salle «Ashar» au centre-ville, regroupera «plusieurs exposants et

proposera aux visiteurs toutes les productions agricoles de la wilaya, notamment saisonnières», a précisé la même source. Il a, à ce propos, ajouté que des opérateurs économiques du secteur agricole, des représentants des instituts techniques ainsi que des exportateurs seront conviés à «ce rendez-vous agricole, économique et

commercial». Les pommes, dont la capitale des Aurès à la réputation, seront à l'honneur au cours de cette manifestation et constitueront «un volet important» de ce rendez-vous, a-t-on noté, soulignant que la campagne de cueillette des pommes bat son plein dans la wilaya. Selon les prévisions des services agricoles, près de 906 200

quintaux de pomme sont attendus à l'issue de cette campagne et cette production prévaut à Batna la première place à l'échelle nationale. La wilaya de Batna a connu, ces dernières années, un développement remarquable dans la filière arboricole notamment l'abricot et les grenadines, a-t-on rappelé.

S. K.

## Pour développer les filières stratégiques

### Bouazghi appelle le Groupe agro-logistiques à davantage d'efforts

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a appelé, samedi à Alger, les cadres du Groupe agro-logistiques (Agrolog) à fournir «plus d'efforts et d'engagements» pour développer les filières stratégiques du secteur, a indiqué ce ministère dans un communiqué. «Le ministre a exhorté les cadres du Groupe agro-logistiques (Agrolog) à fournir plus d'efforts

et plus d'engagements pour le développement des filières stratégiques (...) afin de permettre au Groupe de jouer son rôle dans le développement de l'économie nationale», a précisé la même source. M. Bouazghi a insisté, lors d'une réunion avec les cadres du Groupe et ses filiales, sur la filière avicole, la filière viande rouge, la filière maraichère, l'activité production et conservation des viandes rouges et

blanches, ainsi que l'activité de la valorisation et la conservation des produits agricoles à travers les plateformes logistiques. Lors de cette rencontre, présidée par le ministre, un plan d'action stratégique sur les activités du groupe qui seront développées, a été présenté par les cadres du Groupe, suivi d'un débat général. A cet effet, M. Bouazghi, a suggéré aux cadres du groupe d'être «plus dynamiques et attractifs» dans la

gestion du Groupe et surtout avoir une stratégie «visible» afin de lui permettre de jouer son rôle comme un instrument de régulation du marché. Par ailleurs, le ministre a indiqué également qu'il est «impératif» de structurer et d'organiser les professionnels de la filière avicole. M. Bouazghi a en outre incité les cadres du Groupe à développer la production nationale du maïs et de soja, importés pour alimentation de bétail et de

s'engager plus dans le développement de la filière avicole. Il a souligné, par ailleurs, l'importance d'augmenter les capacités nationales de stockage afin d'absorber le surplus de la production agricole, mais aussi à asseoir un équilibre entre l'offre et la demande et à diversifier les canaux de distribution, de commercialisation et de stockage, qualifiant ce point de «question de souveraineté nationale».

Hatem N.

## Barrages

### Lancement de la fabrication de machines de dragage

La fabrication des machines de dragage des barrages a été lancée samedi, pour la première fois en Algérie, par la compagnie publique d'équipement industriel (Alieco, filiale de l'entreprise nationale de charpente et de chaudronnerie Encc). La première drague pour le dévasement des barrages sera livrée fin mars 2018, a indiqué le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, lors de la cérémonie de lancement de réalisation de ces équipements au niveau de l'usine d'Alieco à Hussein Dey (Alger). Relevant l'importance du rôle de ces dragues, le ministre a indiqué que l'envasement des barrages

constituait une menace qui affecte sérieusement la santé publique ainsi que le potentiel des barrages. Dans ce sens, il a indiqué que l'envasement représentait 12% de la capacité totale d'emmagasinement de l'eau dans les barrages, sachant que sur les 65 barrages opérationnels au niveau national, 11 sont concernés par ce fléau. C'est ainsi que «le secteur des ressources en eau a décidé à travers l'Agence nationale des barrages et transferts (Anbt) de se donner les moyens de sa politique en commandant, pour son propre compte, cette première opération de fabrication portant sur l'acquisition de trois

dragues et de trois petits bateaux de servitude», a-t-il expliqué. Selon lui, ces trois premières dragues qui seront fabriquées dans une première phase et, dont la capacité de pompage de la mixture est de 2 000 m<sup>3</sup>/heure, font appel à une «technologie éprouvée». «Elles auront, de par leurs caractéristiques techniques, l'immense avantage de doter le secteur d'une flexibilité de planification et de programmation des opérations de dévasement, et d'adapter ainsi le programme en fonction des priorités imposées par la réalité du terrain», a-t-il détaillé. D'un coût global de 1,4 milliard de dinars, ces trois équi-

pements pourront être déplacés d'un barrage à un autre dans les cas d'urgence (déficit en eau dans une région, risque d'atteinte des composants vitaux d'un barrage...). Dans la première phase de fabrication, le taux d'intégration est de 70% et pourrait évoluer jusqu'à 100% d'ici à 2022, selon les pronostics de M. Necib. Le deuxième avantage d'un tel investissement est d'ordre industriel puisque ce partenariat entre l'opérateur du secteur des ressources en eau qu'est l'Anbt et l'entreprise Alieco vise également la promotion de l'outil de production national, a-t-il insisté. Concernant les spécificités tech-

niques de ces dragues, elles ont un système de pompage qui peut opérer à une profondeur maximale de 15 mètres (m) avec une capacité de dragage effectif entre 150 et 250 m<sup>3</sup>/h, avec une longueur de pompage direct de 1 500 m et une hauteur de pompage de 10 m. Quant au ponton (bateau de service et de débroussaillage), il a une longueur totale entre 22 et 24 m pour une largeur de 7 à 8 m. A noter qu'un bureau espagnol d'engineering naval de Levantina Ingeniería y Contrucción (LIC) a contribué à ce projet avec son expertise dans la réalisation d'appareils de dragage.

R. E.

## Boumerdès

# La wilaya assure un taux de plus de 40% de la production nationale de raisin

■ La wilaya de Boumerdès assure un taux de plus de 40% de la production nationale de raisin (toutes variétés confondues), consacrant son leadership en la matière depuis une dizaine d'années, a-t-on appris auprès de la directrice locale des services agricoles.



Par Malek H.

Le leadership national est encore de mise pour la présente campagne agricole, puisque la wilaya s'attend à engranger une récolte provisionnelle de près de 2,5 millions de

qx de raisin, soit en hausse comparativement à celle de la saison écoulée estimée à 2,6 millions de qx, a indiqué M<sup>me</sup> Ouertia Belakbi, en marge de la première édition de la fête du raisin à Boumerdès. La viticulture occupe un taux de 17 % de la superficie agricole de la wilaya, esti-

mée à 99.000 ha. Elle est principalement concentrée dans sa région-Est (Dellys, Bordj Menaiel, Baghliia, Sidi Daoud, Naciria), ou la superficie consacrée aux vignobles est passée à 11 500 ha présentement, contre près de 5 200 ha il y a une quinzaine d'années, selon les don-

nées fournies par la même responsable. Sur une vingtaine de variétés de raisins cultivées, le Saban occupe le haut de la liste avec un taux de 55 % de la production de la wilaya, suivi par le cardinal (20 %), puis le dattier (13%) et le Red-Globe (3%) entre autres. Durant cette manifestation d'un jour, organisée à l'initiative de la DSA et de la Chambre d'agriculture de la wilaya, des viticulteurs de Dellys, Baghliia et Bordj Menail ont exposé l'une de leur principales contraintes liée à la commercialisation de leur production, au double plan interne et externe, à cause notamment de leur manque de moyens en matière de conservation (chambre froides) de ce fruit hautement périssable, ont-ils assuré. Interrogé à ce propos, Mme Belakbi a fait part d'une expérience en cours, en collaboration avec des experts étrangers, en vue de la conservation sous-froid de certaines variétés, dont la Red Globe, dans un objectif d'organisation de la vente de ce produit, au double plan national et mondial (exportation).

En procédant à l'ouverture de cette première édition du genre à Boumerdès, le wali Abderrahmane Madani Fouatih a fait part d'efforts consentis en matière de facilitation les

démarches administratives au profit des viticulteurs, ainsi que leur accompagnement dans la conservation et la commercialisation du produit.

Il a signalé l'installation, à cet effet, d'une commission technique chargée d'examiner la possibilité de création d'un marché de gros à caractère national, pour la vente des produits de la vigne.

La manifestation a vu la participation de plus de 80 viticulteurs et professionnels de la filière issus de Boumerdès, Médéa, Tizi-Ouzou et Tipasa.

M.H./APS

## Agriculture/M'sila Création prochaine de 139 nouvelles serres

PAS MOINS de 139 nouvelles serres agricoles seront créées dans la wilaya de M'sila «avant la fin de l'année en cours» à la faveur d'un soutien technique et financier, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Les agriculteurs locaux désireux de créer des serres seront soutenus dans le cadre du programme de soutien agricole de la saison 2016-2017 «par un appui technique et une contribution dans cet investissement à hauteur de 30%», a précisé la DSA. La majorité des bénéficiaires de ces projets sont des agriculteurs actives dans le domaine des cultures protégées (plasticulture et produits hors saison) et qui veulent l'extension de leurs activités ayant générées des retombées financières et économiques importantes et qui nécessitent pas de main-d'œuvre et une irrigation intensifiée, selon la même source. La wilaya de M'sila avait occupé ces dernières années la première place en matière de production des légumes hors saison grâce au développement des activités de la culture sous serres et la hausse du nombre de serres, qui atteint actuellement pas moins de 600 serres contre seulement une vingtaine recensée au début de l'année 1999, selon les services de ce secteur. La culture sous serre, qui se concentre dans les zones sud-ouest et est de la wilaya, a nettement contribué à l'augmentation de la production des légumes dans la capitale du Hodna, passée de 100 000 quintaux enregistrés en 2000 à 2,7 millions de quintaux réalisés au titre de la campagne agricole précédente (2015-2016), selon les statistiques établies par la DSA.

R. R.

## Oran

## Livraison de 5 700 LPA à partir d'octobre prochain

Les 5 699 logements restants du programme de 9 416 logements de type LPA (logement promotionnel aidé) seront livrés à partir du mois d'octobre prochain, a annoncé le directeur local du logement. La réalisation de cette partie du programme, inscrit au titre du quinquennal (2010/2014), enregistre des taux d'avancement variant entre 85 et 100% et s'attend que l'achèvement des travaux divers de viabilisation pour passer à l'étape de la remise des clés au profit des acquéreurs, a souligné Mohamed Bahar lors de la présentation de l'état de ce programme, au niveau du siège de la wilaya

d'Oran. La livraison de cette partie de logements LPA, s'opérera progressivement avec un tableau prévisionnel qui prévoit la remise des clés aux bénéficiaires de ce type de logements, soutenu par l'Etat, durant les mois d'octobre, novembre et décembre. Les sites qui connaissent des taux inférieurs de réalisation verront leurs logements livrés en 2018. Pour ce même programme, 3 717 logements ont été déjà livrés dont 621 réalisées par des promoteurs privés. La totalité du programme a été confié à 52 promoteurs dont quatre relevant du secteur public avec un plan de charge de 5 464 LPA. Les 48 pro-

moteurs privés ont été chargés de réaliser 3 952 logements de ce programme. Par ailleurs et pour la dernière partie du programme LSP (logement social participatif), il en reste que 786 unités, dont la livraison est prévue au courant du quatrième trimestre de l'année en cours et en début 2018. Au total, 63 731 logements, tous types confondus sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran au titre du programme global des trois quinquennaux précédents, permettant à la wilaya de bénéficier de 153 442 logements.

Hatem D.

## Guelma/Eau potable

## Adoption d'un nouveau programme en vue d'une distribution équitable

Un nouveau programme de distribution d'eau potable de la ville de Guelma et autres communes de la wilaya a été adopté en vue d'une alimentation équitable en eau ainsi que sa rationalisation, a-t-on appris des services de la wilaya. Le programme s'inscrit dans le cadre des mesures prises pour assurer une distribution équitable de l'eau, mais aussi pour mobiliser des ressources en eau supplémentaires destinées à améliorer l'approvisionnement en eau de la population, a-t-on expliqué. Dans ce contexte, le wali de Guelma,

Mme Fatima Zohra Rais a donné, lors de la dernière réunion du conseil de wilaya, des instructions fermes à tous les services et structures en relation avec le secteur des ressources en eau, a-t-on précisé, afin de rationaliser l'opération d'alimentation en eau potable au niveau du chef-lieu de wilaya et des communes environnantes. Les services de la wilaya ont également fait savoir que les parties concernées par la distribution de l'eau potable sont tenues de la faire de manière équitable, et ce, en œuvrant à améliorer l'approvisionnement à

travers les communes de la wilaya. Ces mêmes services ont, en outre, indiqué que des sorties sur le terrain de commissions chargées de superviser l'alimentation en eau potable seront programmées dans certaines régions qui connaissent des pénuries en eau potable, quand celle-ci ne se fait pas rare. Pour ce faire, les mesures prises de la part des autorités de la wilaya s'articulent autour de la mise en exploitation de trois nouveaux forages «avant la fin du mois d'octobre prochain» en sus de la mise en service de deux nouvelles sta-

tions de pompage dans les communes de Lekhzara et Bouchegouf, a-t-on précisé. A noter que l'une des principales mesures entreprises consiste à la mise en place des équipes d'interventions de l'Algérienne des eaux (ADE) dans les daïras de Hammam Debagh, Oued Zenati et Ain Hassania pour veiller à la bonne gestion de l'eau potable, en plus d'alimenter en eau en urgence le groupement d'habitants de Nadhour dans la commune de Beni Mezline et le village de Beraikia dans la commune de Bouchegouf.

A.O.





## Crise libyenne

# Le maréchal Haftar réaffirme son engagement pour la négociation

■ Le maréchal Khalifa Haftar, l'un des protagonistes de la crise libyenne, a réaffirmé à Brazzaville son engagement pour des négociations en vue de la résolution de la crise libyenne.

Par Samir T.

« **J**e suis venu à Brazzaville rencontrer le président Denis Sassou Nguesso, pour réitérer mon engagement pour les négociations en vue du rétablissement de la paix en Libye », a déclaré le maréchal Haftar, au sortir d'une audience de plus d'une heure en matinée avec le président congolais, qui est également président du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye. M. Haftar est arrivé dans la capitale une semaine après la tenue de la 4<sup>e</sup> réunion du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, qui s'est tenu le 9 septembre dernier. Il a justifié son absence à la réunion pour des raisons de sécurité en Libye, où il s'employait à combattre les terroristes djihadistes. Il a foi en l'UA pour le règlement de la crise dans son pays et a sollicité le soutien de l'Union. « Les problèmes de la crise libyenne trouveront de solution par les médiations que joue l'UA qui n'est pas un individu mais un ensemble d'Etat. Bien qu'il y ait la communauté internationale qui nous aide, les problèmes des Africains ne peuvent être résolus



Ph. > D. R.

que par les Africains eux-mêmes qui connaissent mieux les problèmes qui les préoccupent », a-t-il souligné. « Nous avons de la considération pour la médiation de l'UA et nous voulons qu'elle réussisse dans cette voie. Nous comptons beaucoup sur cette

organisation et son soutien politique est très important pour nous, car nous combattons le terrorisme qui constitue une menace dans notre pays et dans le monde entier », a-t-il déclaré à la presse à sa sortie d'audience. L'arrivée à Brazzaville du maréchal Khalifa

Haftar est considérée par les observateurs de la crise libyenne comme une avancée vers la sortie de la crise et le retour à la paix dans ce pays miné par des conflits armés entre milices et deux autorités qui se disputent le pouvoir. « L'UA a entrepris une

médiation que je considère comme un devoir de venir en aide au peuple libyen. Contrairement à d'autres médiations de la communauté internationale, notamment les pays occidentaux, ils interviennent que pour leurs propres intérêts et non pour l'intérêt de notre pays », a déploré le maréchal Haftar. Evoquant par ailleurs les accords de Skhirat (une ville de la Libye) qui arrivent bientôt à leur terme, Khalifa haftar a estimé que « les amender ou les annuler n'a plus aucun sens puisqu'ils arrivent à leur terme échu ». « Nous pensons que ces accords n'ont pas été bénéfiques au peuple libyen et les parties prenantes n'ont rien fait pour améliorer la situation dans le pays », a-t-il poursuivi. La Libye est déchirée par des conflits entre milices et deux autorités qui se disputent le pouvoir : d'un côté, le fragile gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli, et de l'autre, une autorité qui exerce son pouvoir dans l'est du pays avec le soutien du maréchal Haftar. **S.T./Agences**

## Tunisie

## Manifestation contre une loi controversée d'amnistie

Plus d'un millier de personnes ont manifesté à Tunis contre une loi controversée d'amnistie de fonctionnaires impliqués dans la corruption sous la dictature, adoptée cette semaine malgré son rejet par la société civile et l'opposition. Défendue par le président Béji Caïd Essebsi, cette loi dite de « réconciliation » a été approuvée mercredi au Parlement par 117 élus notamment du parti Nidaa Tounès et des islamistes d'Ennahdha, à l'issue d'une journée de débats houleux. « Nous ne pardonnons pas ! », « Nous refusons le blanchiment des corrompus ! », ont scandé les manifestants, rassemblés dans le centre de Tunis à l'initiative du collectif Manich Msamah (« Je ne pardonnerai pas ») et des partis de l'opposition. Sous haute surveillance, les protestataires – des jeunes en majorité – ont défilé sur l'avenue Habib Bourguiba,

haut lieu de la révolution de 2011 qui provoqua la chute de la dictature. « Cette loi est une honte pour la Tunisie ! Elle reconnaît la corruption, pardonne aux corrompus et montre clairement la volonté des lobbies dans le pays à imposer leur volonté », a affirmé à l'AFP Samia Abbou, députée du Courant démocrate et critique virulente de la classe politique au pouvoir. Au départ, le projet de loi prévoyait l'amnistie de certaines personnes – hommes d'affaires, anciens du régime déchu de Zine El Abidine Ben Ali – poursuivies pour corruption, en échange du remboursement à l'Etat des sommes indûment gagnées et d'une pénalité financière. Face au tollé, le texte a été revu pour ne concerner que les fonctionnaires accusés d'être impliqués dans des faits de corruption administrative et n'ayant pas touché de pots-

de-vin. Pour Hama Hammami, chef du Front populaire (gauche), « la loi de réconciliation concerne des anciens ministres, secrétaires d'Etat et des responsables sécuritaires, elle concerne le personnel politique de Ben Ali que (le président) Béji veut blanchir ». « Béji Caïd Essebsi est aujourd'hui à la tête de la contre-révolution avec Rached Ghannouchi », chef d'Ennahdha, déplore M. Hammami, disant craindre « un retour à un régime despotique et autoritaire ». Ces craintes sont suscitées par les déclarations du conseiller politique de Nidaa Tounès, Borhane Bsaies, selon lesquelles son parti est favorable à un appel à un référendum en vue d'un changement du régime politique en Tunisie. L'adoption de la loi de réconciliation a été vivement critiquée par des ONG nationale et internationales. **Amel D./AFP**

Pour acquérir du matériel au profit de la radio nationale sahraouie

## Un groupe de jeunes journalistes espagnols collecte des fonds

Un groupe de jeunes journalistes espagnols vient d'initier un projet intitulé « a micro for the Sahara » pour collecter des fonds devant permettre l'acquisition du matériel radiophonique au profit de la radio nationale sahraouie. Ce collectif de jeunes journalistes tente par le biais de ce projet d'établir un échange entre communicateurs espagnols et ceux de la radio nationale de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), a indiqué Marta, l'une des promotrices de cette initiati-

ve qui permettra d'équiper la station radio de cette ancienne colonie espagnole occupée illégalement près d'un demi-siècle par le Maroc. Dans l'optique d'atteindre son objectif, ce collectif de journalistes a programmé une série d'activités artistiques notamment des concerts de solidarité afin de recueillir les fonds nécessaires. Un premier concert a eu lieu jeudi dans une salle de Madrid avec la participation de groupes de musique espagnols. Cette manifestation musicale qui donnera plus de

visibilité à la cause sahraouie, la situation de son peuple contraint à l'exil depuis plus de 42 ans et vivant par le biais des aides humanitaires internationales, sera suivie par une autre qui se déroulera le 29 septembre au centre culturel El Matadero de Madrid. La série sera clôturée par un autre concert le 2 octobre prochain à la salle Galileo Galilei à Madrid avec la participation d'artistes espagnols l'instar de Rozalén, ainsi que la chanteuse sahraouie Aziza Brahim. Les pro-

moteurs de cette campagne de solidarité qui a reçu le soutien particulier de figures artistiques connues en Espagne telles que l'artiste comédienne Clara Lago tiennent absolument à acquérir le matériel nécessaire à offrir à la radio sahraouie outre l'organisation d'ateliers d'échanges avec les journalistes sahraouis et réaliser enfin un documentaire sur tout ce projet, selon la journaliste Marta qui souligne par ailleurs que tous le groupe se rendra aux camps des réfugiés sahraouis du 7 au 17

octobre prochain. « La radio sahraouie née durant les années 1970 a longtemps travaillé dans des conditions difficiles », a-t-on souligné de même source, mais elle a réussi à devenir une référence en matière d'information. « La radio est le moyen le moins cher et le plus accessible », a-t-elle indiqué, avant d'ajouter enfin que « le collectif espère contribuer au développement de cette radio afin de l'aider à moderniser sa grille et à répondre aux besoins des réfugiés sahraouis ». **R. M.**



## Afghanistan

# L'Otan se donne un mois pour répondre à Washington

■ L'Otan s'est donné un mois de plus samedi pour répondre aux demandes de Washington qui souhaite voir les autres membres de l'Alliance atlantique s'investir davantage en Afghanistan.

Par Rosa F.

**A**u cours d'une réunion du Comité militaire de l'Otan à Tirana, où celui-ci se réunissait pour la première fois, les chefs d'état-major des 29 pays membres ont «reconnu qu'il était nécessaire de répondre aux besoins» de troupes supplémentaires en Afghanistan, a indiqué le président du Comité militaire, le général Petr Pavel. Ils n'ont cependant pris aucune décision avant d'informer leurs gouvernements respectifs des besoins qui leur ont été présentés par les représentants américains, notamment le chef d'état-major Joe Dunford et le commandant de la coalition en Afghanistan John Nicholson, a précisé le général Pavel lors d'une conférence de presse. Ce comité a prévu de se retrouver en octobre pour une conférence, et «là, nous devrions obtenir des réponses précises à nos demandes», a précisé le général

américain Curtis Scaparrotti, commandant suprême des forces alliées en Europe, à quelques journalistes. «Nous ne voulons pas nous créer des contraintes». Plusieurs pays ont fait des propositions, mais les responsables militaires ont refusé de les citer. Seule l'Albanie, qui compte 83 soldats en Afghanistan, a annoncé dans un communiqué être prête à en envoyer une trentaine de plus. Les États-Unis sont restés très discrets sur leur stratégie en Afghanistan, où ils sont engagés depuis 2001, indiquant seulement vouloir y envoyer des troupes supplémentaires, qu'ils n'ont pas chiffrées. Ce renfort pourrait se monter à 4 000 soldats, selon plusieurs sources. Il y a actuellement environ 11 000 militaires américains en Afghanistan, selon un nouveau décompte révélé fin août par le Pentagone. Auparavant, le chiffre officiel était de 8 400. Le général Scaparrotti s'est refusé à donner



PH. > D. R.

toute indication sur les détails des discussions, mais il a souligné que la coalition avait surtout besoin de renforcer la défense afghane. Sur le modèle de l'Irak, ou l'armée irakienne a infligé de rudes défaites au groupe État islamique, l'objectif est de former et d'équiper des forces spéciales afghanes et de donner au pays une force aérienne, a-t-il expliqué. Recevoir un soutien aérien de leurs propres avions a un effet très positif sur le moral des soldats afghans, a-t-il expliqué. «Donc, si nous pouvons envoyer davantage de conseillers pour accélérer le développement de leur force aérienne, c'est mieux

pour tout le monde». Au cours de cette conférence, le Comité militaire de l'Otan a également élu son prochain président, qui succédera à l'été 2018 au Tchèque Petr Pavel. Il s'agit du chef d'état-major britannique Stuart Peach, un général de l'armée de l'air de 62 ans. Par ailleurs, sur le terrain quatre personnes ont été tuées et quatorze blessées hier à la mi-journée dans un attentat sur un marché de musique à Khost, capitale provinciale instable dans le sud-est de l'Afghanistan, selon des responsables locaux. «Un engin déclenché à distance par un téléphone portable a tué quatre personnes et en a blessé

14 sur un marché», a déclaré Faizullah Khairat, chef de la police de Khost, capitale de la province éponyme. Le responsable du département de la Santé de Khost, Habib Shah Ansari, a confirmé un bilan de «quatre morts et plus d'une dizaine de blessés, acheminés vers les hôpitaux». L'explosion s'est produite vers midi (7h30 GMT) au moment où la foule se pressait au marché pour acheter de la musique et des vidéos à télécharger sur les téléphones mobiles. L'attentat n'a pas été revendiqué mais les talibans sont très présents dans cette région frontalière, limitrophe des zones tribales du Pakistan qui échappent au gouvernement central d'Islamabad. Les insurgés islamistes s'en sont déjà pris par le passé aux marchés et magasins vendant de la musique et des vidéos, qu'ils avaient interdites comme toute autre forme de distraction quand ils étaient au pouvoir à Kaboul (1996-2001). Les forces américaines en Afghanistan disposent d'une base près de l'aéroport de Khost, le Camp Chapman, opéré conjointement avec l'armée afghane et régulièrement visé par des attentats. Elles ont également formé et entraîné une milice auxiliaire locale, les Forces de protection de Khost (KPF), réputées pour leur violence et leurs abus, y compris contre les civils.

R. F.



## Points chauds

### Rassemblement

Par Fouzia Mahmoudi

**M**élenchon, la nouvelle figure de référence de la gauche, ne supporte désormais plus de voir son parti, La France Insoumise, critiqué par personne, même pas par ses premiers alliés. Les cadres de LFI qui considèrent le président de leur mouvement comme un dieu vivant n'acceptent aucune critique qui pourrait entacher l'image de ce dernier. Ainsi, lorsque le président du Parti communiste français, Pierre Laurent, se laisse aller à quelques critiques contre le leader de LFI, cela ne passe pas. Des critiques qui ont ravivé les tensions entre le PCF et LFI. Le secrétaire national des communistes n'a pas mâché ses mots contre celui qu'il a soutenu à l'élection de mai dernier. «Personne ne peut prétendre détenir la vérité à lui tout seul», a-t-il lancé, en allusion au choix stratégique de Jean-Luc Mélenchon de ne pas chercher d'alliance avec les autres appareils de gauche, dont le PCF. Réclamant le «respect» de la démarche de recherche d'union des communistes, multipliant les appels aux «ponts», aux «passerelles» et aux «initiatives communes», il a estimé qu'il existait dans le peuple français «une majorité pour le rassemblement des forces politiques de gauche». «La charge de Pierre Laurent contre Jean-Luc Mélenchon est en contradiction avec l'esprit de la Fête de l'Humanité. Vraiment dommageable...», a tweeté en retour le député du Nord, Adrien Quatennens, alors que Pierre Laurent n'avait pas fini de prononcer son discours de réception des personnalités, auquel assistaient aussi Benoît Hamon, Anne Hidalgo, des représentants du PS ou encore David Cormand pour EELV. «À la Fête de l'Humanité, Pierre Laurent n'a pas un mot critique contre le PS mais tacle régulièrement Jean-Luc», a renchéri sur le réseau social le député de Seine-Saint-Denis, Alexis Corbière. «Je ne m'attendais pas à un tel mépris», a regretté, à l'issue d'un discours de près d'une heure, la responsable du Parti de gauche, Danielle Simonnet. Elle a reconnu que les représentants de LFI, installés au premier rang des invités, avaient même pensé à quitter les lieux avant que Pierre Laurent n'ait achevé son propos. Jean-Luc Mélenchon est ce week-end en déplacement à La Réunion et ne s'est donc pas rendu à La Fête de l'Humanité pour la première fois depuis 2005. Mais il est vrai qu'aujourd'hui le chef de file des Insoumis pense certainement être au-dessus de ces réunions de «petits partis» alors qu'il est actuellement vu par les Français comme la plus représentative des personnalités de gauche. Le rassemblement avec le PCF n'est plus nécessaire pour les Insoumis alors que de plus en plus d'autres petits partis se joignent à eux et veulent profiter de leur moment de grâce auprès des Français. Reste à savoir si cet état de fait durera jusqu'aux prochaines présidentielles où si d'ici là le PS aura réussi à se ressaisir et à reprendre sa place prédominante auprès des électeurs et sympathisants de gauche.

F. M.

### Kenya

## La confusion règne dans l'organisation de la nouvelle présidentielle

**L**e Kenya sera-t-il en mesure d'organiser une nouvelle élection présidentielle dans un mois? Les experts en doutent, alarmés par les querelles et la confusion qui ralentissent le lancement du nouveau processus électoral. Le temps presse, les Kényans doivent de nouveau se rendre aux urnes le 17 octobre après que la Cour suprême eut annulé le résultat de la présidentielle du 8 août, mais les principaux acteurs ne parviennent pas à s'accorder sur la manière de procéder. L'opposition a déjà prévenu qu'elle boycotterait le scrutin d'octobre si ses exigences présentées à la Commission électorale (IEBC) – dont la démission de plusieurs de ses membres – ne sont pas remplies. «Les défis à relever sont assez extraordinaires», a mis en garde le militant anticorruption John Githongo, qui estime que la nouvelle date «ne semble pas plausible parce que nous demandons à des personnes qui ont déjà effroyablement échoué d'organiser une élection après un court laps de temps». Un des points de bloca-

ge provient du fait que les explications du jugement de la Cour suprême sont encore attendues. Sans elles, impossible de savoir quelles sont les irrégularités qui ont entaché le scrutin du 8 août, qui avait vu le président sortant Uhuru Kenyatta réélu avec 54,27 des voix, contre 44,74% à l'opposant Raila Odinga. Le président de la Cour suprême, David Maraga, s'était contenté d'évoquer des «illégalités et irrégularités», notamment dans la transmission des résultats des bureaux de vote. La Cour a jusqu'au 22 septembre pour rendre le jugement complet, ce qui laissera peu de temps à l'IEBC pour éventuellement corriger le tir. «Tout cela est très incertain», a déploré le professeur de politique africaine de l'université de Birmingham (Grande-Bretagne), Nic Cheeseman. «On ne sait pas si la Cour suprême va dire quelque chose sur la technologie (employée), on ne sait pas si elle va directement pointer du doigt quelqu'un de l'IEBC», a-t-il expliqué. Cette personne «devrait-elle être remplacée? Si c'est le cas, comment pourront-ils le

faire dans les délais?» Malgré l'absence de ce jugement, l'IEBC a avancé dans l'organisation d'une nouvelle élection, refusant de céder aux appels de l'opposition qui exige le départ de ses dirigeants. On s'attendait à ce que l'IEBC s'empresse de faire des réformes de fond. On attend encore», a fustigé samedi un éditeur du Daily Nation, mettant en cause une «impasse qui a paralysé (le processus) et créé la confusion dans l'esprit du public». Jeudi, la coalition d'opposition Nasa a envoyé une lettre à l'IEBC où elle demande notamment le renvoi de certains responsables, un changement de fournisseur de matériel électoral ainsi que la diffusion en direct des résultats de chaque circonscription. Sans quoi, a-t-elle redit, elle boycottera les élections.

«L'IEBC dans sa composition actuelle (...) ne peut pas organiser une élection libre et équitable en octobre», a souligné Raila Odinga, qui a lancé hier une campagne nationale «contre toute élection» organisée par la commission électorale.





## Cinéma

# «En attendant les hirondelles» en avant-première à Alger

■ Le long-métrage de fiction «En attendant les hirondelles» de Karim Moussaoui sera projeté mercredi en avant-première nationale à Alger. Ce film qui a suscité l'intérêt des professionnels du septième art lors du Festival de Cannes 2017, revient sur le passé et le présent de la société algérienne.

Par Adéla S.

Après avoir fait couler beaucoup d'encre lors de l'édition 2017 du Festival de Cannes et décroché des prix aux différentes festivités internationales, le long-métrage de fiction «En attendant les hirondelles» sera projeté mercredi en avant-première à la salle Ibn Zeydoun d'Alger. Le réalisateur ainsi que des acteurs qui ont participé à ce travail seront présents lors de ce rendez-vous afin d'assister au débat.

Né en 1976, Karim Moussaoui est l'auteur de plusieurs courts

métrages, «Petit déjeuner» en 2003, «Ce qu'on doit faire» en 2006 et «Les jours d'avant» en 2013. Il est aussi membre fondateur à Alger de l'association culturelle de promotion du cinéma Chrysalide. A l'atelier d'écriture Méditerranée, il rencontre Virginie Legeay, avec qui il écrit «Les jours d'avant». Ce court-métrage connaît une carrière impressionnante en festivals : de Locarno à Clermont Ferrand en passant par Angers et gagne de nombreux prix. Il est même sélectionné pour le César du Meilleur court métrage en 2015.

En 2017 il réalise son premier long-métrage «En attendant les

hirondelles» qui a été projeté au festival de Cannes. Coproduit par la société française Les Films Pelleas, le film relate le passé de l'Algérie et son présent qui s'entrechoquent dans les vies d'un riche promoteur immobilier, d'un neurologue ambitieux rattrapé par son passé, et d'une jeune femme tiraillée entre la voie de la raison et ses sentiments. Ces trois histoires nous plongent dans l'âme humaine de la société arabe contemporaine. Ce premier film du réalisateur Karim Moussaoui a été apprécié par les critiques de cinéma et les professionnels du neuvième art.

A. S.



PH. > D. R.

## Colloque sur «la poésie melhoun : patrimoine vivant»

### Les participants appellent à recueillir et archiver les poèmes

Les participants à un colloque sur «la poésie melhoun : patrimoine vivant» ont insisté, samedi à Mostaganem, sur la nécessité de recueillir et d'archiver les textes de ce genre littéraire. Dans ce contexte, le doyen de la Faculté des lettres et des arts de l'université «Abdelhamid-Lbn-Badis» de Mostaganem, Djillali Benichou, a souligné que la poésie melhoun était un «enregistrement vivant» de la mémoire collective, transmise de génération à une autre et enregistrant différents événements à travers les époques historiques du pays. Il a rappelé que les poètes du melhoun avaient contribué à la motivation pour la glorieuse

révolution, ce qui nécessite l'archivage de leurs poèmes et leur édition pour être étudiés par les générations montantes, surtout les étudiants de littérature populaire. Le même responsable a appelé à associer l'université dans ce genre de manifestations culturelles, partant du fait qu'elle dispose d'enseignants chercheurs ayant les compétences scientifiques pour l'étude de textes, leur analyse et leur recueil en œuvres académiques. Le commissaire du festival culturel national de poésie melhoun, Abdelkader Bendaamache, a mis l'accent, quant à lui, sur l'importance de la recherche et de la prospection des textes en poé-

sie melhoun. Il a également insisté sur la nécessité de lecture et d'analyse de textes poétiques de ce genre littéraire, qui constitue une expression orale de la société algérienne, signalant la collecte de 200 poèmes de Sidi Lakhdar Benkhelouf dans le madih du Prophète Mohamed (QSSL) et que l'opération se poursuivait encore. Pour sa part, Djillali Khachab de l'université de Souk Ahras a insisté sur la promotion de la culture populaire surtout en audiovisuel à travers la réalisation d'émissions et de films documentaires. Le poète et chercheur dans le melhoun, Hadj Bouferma de Mostaganem, a appelé à traiter

les textes poétiques avec l'implication d'universitaires et chercheurs dans ce domaine. Trois axes ont été retenus lors de cette rencontre abordant le madih du Prophète Mohamed (QSSL) dans les poèmes de Sidi Lakhdar Benkhelouf, l'impact de la poésie melhoun ainsi que son histoire. Une série de communications a été présentée à cette occasion traitant, entre autres, de la réalité mohamédienne dans les textes du cheikh Sidi Lakhdar Benkhelouf, de la chanson chaabi et de son impact sur le melhoun, de l'authenticité du texte melhoun et des effets de sa traduction ainsi que de la place de la poésie melhoun dans la

mémoire collective et dans la créativité et la communication. Ce colloque a été organisé en marge de la 5<sup>e</sup> édition du Festival culturel national de poésie melhoun dédié à Sidi Lakhdar Benkhelouf et rendant hommage aux regrettés poète du bédoui, cheikh Charef Benkheira et au chanteur défunt du chaabi, Ahmed Zeghiche, et s'est tenu du 14 au 17 septembre à Mostaganem. L. B.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Galerie Ezzou'art d'Alger Jusqu'au 21 septembre :** Exposition de peintures de l'artiste Thanina-Lila Aziri.  
**Galerie d'art Vivarium à Alger Du 23 septembre au 20 octobre :**

La macro nature s'expose à travers les clichés de la photographie Chafia Loudjici.

**Salle Ibn Khaldoun et l'école de musique de Kouba Jusqu'au 23 septembre :** Grâce à la quatorzième édition de «Layali El Andalou», une pléiade d'artistes animeront des spectacles andalous.  
**École de Musique de Kouba 22 septembre à 16h00 :** Hiba Zahri avec l'association Kortoba.

**Salle Ibn Khaldoun 23 septembre à 19h00 :** L'artiste Hamidou, accompagné par l'association Mezghana anime la soirée de clôture de la quatorzième édition de «Layali El Andalou».

## Festival du théâtre arabe en Jordanie

### Le théâtre régional de Mascara représente l'Algérie

Le théâtre régional de Mascara participera mi-novembre prochain à la 24<sup>e</sup> édition du Festival du théâtre arabe dans la capitale jordanienne Amman, a-t-on appris samedi de son directeur.

Le théâtre de Mascara participera sous la tutelle du ministère de la Culture à cette manifestation théâtrale arabe, qui sera organisée du 14 au 24 novembre prochain, avec la pièce «Carte Postale», produite en 2016 et mise en scène par Kada Chalabi.

Cette œuvre théâtrale, adaptée par Fethi Kafi de «El Faloudj» de l'écrivain Mohamed Bourahla, traite de la froideur dans les liens sociaux et du matérialisme qui menace la relation familiale, explique le metteur en scène.

Un changement a été opéré sur la liste des sept comédiens qui feront le déplacement pour la Jordanie. La comédienne Hossam Yamina a été remplacée par Nouar Dalila du théâtre régional de Sidi Bel-Abbès,

a-t-il fait savoir. Aucun autre changement ne sera opéré, ainsi Mohamed Farimehdi campera le rôle principal, Hamza Djallah se chargera de la scénographie, Aissa Chouat de la chorégraphie et Hassan Lamamra de la musique, a-t-on précisé.

Pour rappel, l'association «Chourouk» de la wilaya de Mascara avait décroché un prix à l'édition 2006 du Festival du théâtre arabe en Jordanie grâce à la pièce «Souvenir d'Alsace».

M. K.

## «Festival de la paix» à Bagdad

### Un événement pour changer le regard sur l'Irak

Des centaines d'Irakiens, au pied d'une scène où jouent des musiciens, renouent avec les plaisirs d'une vie ordinaire, à travers la tenue, contre vents et marées, du 7<sup>e</sup> Festival «Baghdad, ville de la paix», organisé dans un parc au bord du

Tigre (Dajla), rapportent des médias. Au programme de ce festival également, des expositions de calligraphies et de peintures et un petit marché d'artisanat, dont l'accès, délimité par des barbelés, est strictement encadré par les forces de sécuri-

té qui filtrent la foule de femmes et d'hommes de tous âges, aux habits apprêtés ou au look décontracté savamment travaillé. A Bagdad, où vivent près de huit millions d'habitants, la plupart des lieux de culture ont fermé au fil des ans, suite aux

événements politiques et aux conflits armés qui frappent l'Irak depuis une trentaine d'années. L'ensemble des jeunes venus à ce festival entendent dire au monde entier que le peuple irakien «aime la paix et la vie», rapporte la même source. R. I.



## Coup-franc direct

Ce bras de fer inutile

Par Mahfoud M.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports ne semble pas apprécier la gestion de Zetchi à la tête de la FAF et l'a fait ressortir dans ses dernières déclarations de presse, avouant, même en filigrane, que ce dernier s'est trompé dans la désignation du sélectionneur national, Alcaraz. Selon certaines sources, il lui aurait même demandé de le limoger, jugeant qu'il n'a pas les capacités pour diriger la sélection nationale. Certes, le ministre a un droit de regard sur la politique sportive nationale en général, mais cela ne devrait pas aller trop loin, sachant que la FIFA ne permet pas généralement qu'on s'immisce dans les affaires des associations nationales qui sont indépendantes. Ce bras de fer est donc inutile, étant peut-être beaucoup plus nocif qu'autre chose. Zetchi vient tout juste de prendre les rênes de la FAF et des voix s'élevaient déjà pour lui demander des comptes, alors que tout le monde sait qu'il aura un grand chantier à réaliser et il faudra donc être patient avec lui. Ce n'est pas en deux temps trois mouvements qu'on peut changer toute une organisation, car il faut vraiment une stratégie claire et le président de la fédération est maintenant au stade de recensement des informations et de la mise en place des structures qui l'aideront à jeter les bases d'une nouvelle organisation.

M. M.

FAF-FIFA

### Zetchi et Infantino abordent la coopération

Les perspectives de coopération entre la Fédération algérienne de football (FAF) et la Fédération internationale (FIFA) dans différents domaines, notamment celui de la formation, ont été passées en revue par Kheireddine Zetchi et les responsables de l'instance internationale à l'occasion de la visite de travail effectuée vendredi au siège de la FIFA à Zurich, a indiqué la FAF samedi. Le président de la FAF a été notamment reçu vendredi par le président de l'instance internationale de football, Gianni Infantino, pour une entrevue qui a duré environ une heure et vingt minutes, en présence du chef de cabinet du président de la FIFA et du Directeur du bureau régional de développement de la zone Afrique et Caraïbes, Veron Mosengo-Omba. Selon la même source, il a été question, dans cette entrevue, de dresser un constat de la réalité du football africain et des défis qu'il doit relever dans le contexte actuel du développement du football

mondial, ainsi que de l'aspiration de l'Algérie, à travers la FAF, à s'inscrire dans un plan global de développement dont la formation sera le point d'orgue, mettant l'accent sur le programme de développement et l'ambitieux plan de réforme du football algérien adoptés par le Bureau fédéral. A la fin de l'entrevue, Zetchi a offert à Infantino un maillot de la sélection nationale algérienne de football. D'autre part, le président de la FAF a été reçu par M<sup>me</sup> Fatma Samba Diouf Samoura, secrétaire générale de Veron Mosengo-Omba, dans une audience d'une demi-heure au cours de laquelle les perspectives de coopération entre la FAF et la FIFA dans différents domaines, notamment celui de la formation, ont été passées en revue. Zetchi (51 ans) a été élu le 20 mars dernier nouveau président de la FAF en remplacement de Mohamed Raouraoua qui a décidé de ne pas briguer un autre mandat.

### CA Bordj Bou-Arreridj Boughrara reste confiant

**L'ENTRAÎNEUR** du CA Bordj Bou-Arreridj (ligue professionnelle 2 de football), Liamine Boughrara, a qualifié samedi la victoire obtenue vendredi par son club à domicile contre le MC Saïda (4/0) pour le compte de la 3<sup>e</sup> journée du championnat de «véritable démarrage en championnat». «Nous avons réussi à réaliser un résultat positif et notre premier but dès les premières minutes du match nous a donné de la confiance et permis de bien gérer le match que nous avons dominé de bout en bout», a souligné le driver du CABBA. Boughrara a indiqué avoir «mené un grand travail

psychologique suite aux deux précédentes défaites et, en tant que staff technique, nous étions convaincu du sursaut dont sont capables nos joueurs». «Cette victoire et le niveau affiché ont réconcilié les joueurs avec les supporters et devront nous permettre de continuer avec cette même détermination et performance pour placer le club dans le peloton de tête», a ajouté le coach. Le CABBA occupe actuellement la 8<sup>e</sup> position au classement général avec 4 points et est distancé de 5 points par les co-leaders, la JSM Skikda et l'AS Ain M'illa.

## Coupe de la CAF -Quarts de finale (aller)/ MCA 1-Club Africain 0

# Le Doyen fait une belle opération

■ Le Mouloudia d'Alger a fait une belle opération en prenant le dessus sur la formation tunisienne du Club Africain sur la plus petite des marges (1/0), lors du match comptant pour les quarts de finale aller de la Coupe de la Confédération africaine.

Par Mahfoud M.

Le doyen des clubs algériens a ouvert le score à la 9<sup>e</sup> par l'intermédiaire de l'attaquant, Nekkache, qui a juste placé son pied après une ouverture millimétrée de Amada. Les Vert et Rouge étaient dès le début déterminés à l'emporter et ont su gérer cette rencontre, malgré les assauts sporadiques des Tunisiens qui n'avaient pas, pour autant, baissé les bras et qui ont eu quelques occasions dangereuses. Cette victoire, même si elle n'est pas rassurante à cent pour cent, donne des ailes aux Mouloudéens qui ont réussi l'essentiel en attendant de confirmer au match retour qui se jouera le 24 septembre prochain à Tunis et où ils devront bien se tenir et surtout tout verrouiller pour éviter d'encaisser et donc de se faire remonter. Le coach français Bernard Casoni s'est dit satisfait de ce résultat qui lui permettra de continuer à travailler dans de bonnes conditions. «Nous avons réussi à marquer au moins un but à domicile, sans en encaisser le moindre et cela est une bonne chose pour nous», avouera le driver du Doyen. «Nous avons bien démarré ce match, en ouvrant assez rapidement le score. Ce qui ne nous a pas empêché de continuer à jouer



Les Mouloudéens prennent option pour la qualification

l'attaque à outrance, malgré le mauvais état du terrain qui gênait considérablement nos joueurs dans le développement de leur jeu», a-t-il ajouté. De son côté, le coach du Club Africain, l'Italien Marco Simone, a avoué que son équipe était en phase de doute et c'est ce qui explique le début difficile de sa formation. Il expliquera aussi que le but du Mouloudia ne devait pas être validé car il y avait une position de hors jeu de celui qui l'a inscrit (Nekkache). «Je ne remets pas pour autant la qualité de l'adver-

saire qui sincèrement m'a impressionné. Le MCA possède de bons joueurs, rapides et très techniques. Même le gardien (Chaouchi) a fait un grand match, et pas uniquement en réussissant des arrêts décisifs, car ses bonnes relances au pied étaient tout aussi redoutables. Au final, nous ne perdons que par un but à zéro et, d'après moi, ce retard est surmontable, surtout que le match retour se jouera chez nous, et devant notre public», a-t-il révélé.

M. M.

## Ligue des champions africaine (1/4 de finale aller) L'USMA revient avec le nul de Beira

Le représentant algérien, l'USM Alger, a pris une sérieuse option pour les demi-finales de la Ligue des champions africaine de football, en faisant match nul avec son homologue mozambicain, le

Ferrovioario Da Beira (1-1), mi-temps (0-0) en quart de finale «aller», joué samedi à Beira (Mozambique). L'USM Alger a ouvert le score par Oussama Derfelou (63'), avant que les locaux de Ferrovioario n'égalisent

à la 89<sup>e</sup> minute par Fabrice. Le match retour se déroulera le 23 septembre prochain au stade du 5-Juillet (Alger) à partir de 18h30.

Ligue 1 Mobilis (3<sup>e</sup> journée)

## La JSS et l'ESS talonnent le CRB

La JS Saoura et l'ES Sétif sont les nouveaux dauphins du leader CR Belouizdad, à l'issue du déroulement de la 4<sup>e</sup> et dernière partie du championnat de Ligue 1 de football, étalée du lundi au samedi. D'abord, la formation du sud-ouest algérien, est restée intraitable en battant vendredi soir, l'USM Blida (2-0) grâce à Yahia-Chérif et un but contre son camp de Laïfaoui. L'ES Sétif, championne en titre, a clôturé cette journée en battant le nouveau promu, l'US Biskra, sur un penalty sévère accordé par l'arbitre, et transformé par Djabou (23'). Le nouveau promu qui concède sa 3<sup>e</sup> défaite de rang, reste scotché à la dernière place en compagnie de l'USM Blida et de l'USM Harrach. Le dernier match de cette 3<sup>e</sup> journée s'est terminé sans vainqueur (0-0)

entre le MC Oran et le NA Hussein-Dey qui a arraché un précieux point hors de ses bases. Après les derniers matchs joués ce samedi, le CS Constantine se retrouve à la 4<sup>e</sup> place du classement général en battant l'USM Bel-Abbès (1-0), alors que l'Olympique de Médéa l'a emporté (1-0) contre l'USM El Harrach, au moment où le Paradou AC est revenu avec un nul (1-1) de son déplacement chez la JS Kabylie. La JS Kabylie avait relativement bien démarré son match contre le Paradou AC, ouvrant le score dès la dixième minute de jeu par Boukhenchouche. Mais les visiteurs avaient de la ressource et ont réussi à égaliser par Bouchina, auteur d'un coup franc direct à la 39<sup>e</sup> minute. Un résultat qui n'arrange aucun des deux antagonistes, qui restent au pied

du podium, avec respectivement 5 et 4 points. L'Olympique de Médéa a su tirer profit de l'avantage du terrain pour remporter sa première victoire de la saison, aux dépens de l'USM El Harrach (1-0), grâce à Benali Benamar (60'). Un précieux succès, qui permet à l'OM de remonter au milieu du tableau, avec quatre points, au moment où les Harrachis restent lanterne rouge, avec trois défaites en autant de matchs. Cette troisième journée, a démarré lundi dernier, avec le match USM Alger -DRB Tadjenant, qui s'était soldé par un score de parité (1-1). Les débats s'étaient poursuivis le lendemain, mardi, avec le déplacement du MC Alger chez le CR Belouizdad, où il a subi une défaite (2-0).



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Salon international de la pêche et de l'aquaculture à Oran

300 participants attendus

PLUS de 300 participants sont attendus à la 7<sup>e</sup> édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (Sipa) prévu au Centre des conventions d'Oran du 9 au 12 novembre 2017, a indiqué le directeur général de la pêche et de l'aquaculture. Le salon sera organisé cette année sous le slogan «Pour un développement durable et diversifié de l'économie de la pêche et de l'aquaculture» compte tenu de l'importance accordée aux volets économie et investissements, a souligné Hammouche Taha. L'évènement verra la participation d'opérateurs et de professionnels, d'institutions et d'organismes activant dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, venant de diverses régions du pays et de l'étranger. La participation étrangère concernera une dizaine de pays européens et arabes dont la France, la Grèce, Chypre, la Tunisie et la Turquie. Le Sipa offre aux professionnels du secteur et aux investisseurs l'opportunité de découvrir toutes les nouveautés et les possibilités offertes dans le domaine de la pêche et notamment de l'aqua-

culture, un créneau qui connaît un grand engouement ces dernières années, a noté le même responsable. Un riche programme de conférences sera organisé en marge de cet évènement, abordant diverses thématiques en rapport avec la pêche et l'aquaculture. Ces rencontres seront animées par des experts internationaux représentant des organisations mondiales, onusiennes notamment. Une formation dans le domaine de l'aquaculture sera, par ailleurs, dispensée aux investisseurs, a indiqué M. Hammouche, ajoutant que la pêche artisanale, dont le développement constitue une des priorités des pouvoirs publics, aura également sa place dans ce salon, avec des exposants spécialisés et des conférences thématiques. Le même responsable a rappelé que la pêche artisanale représente 70% de la flotte nationale et contribue de manière significative à la croissance du secteur, d'une part, et à la création d'emplois, d'autre part.

K. L.

Elections locales à Béjaïa

147 formulaires retirés  
dont 104 par des indépendants

SI POUR les dépôts des dossiers de candidature une seule liste est enregistrée, pour le moment, au niveau de la Direction de la réglementation des affaires générales de Béjaïa (Drag), un nombre important de retraits des formulaires ont été effectués, la majorité par des indépendants. Toutes les communes sont investies par les indépendants qui, désormais, bousculent les formations politiques qui risquent d'être écrasées.

Ces derniers se sont déployés sur le terrain pour la collecte des parrainages afin d'être retenus pour être officiellement candidats aux élections locales du 23 novembre prochain. Au total, ce sont 147 formulaires ont été retirés par les candidats.

La Drag a enregistré, jusqu'à jeudi dernier, le retrait de 121 formulaires de candidature pour les Assemblées populaires communales (APC) et 26 autres formulaires pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ainsi, sur 121 formulaires retirés pour les APC, il a été noté 23 retraits concernant des formations politiques et 98 autres effectués par des listes indépendantes.

En ce qui concerne l'APW, l'on a recensé sur les 26 formulaires retirés, 20 retraits qui ont été faits par des partis politiques et 6 retraits de listes indépendantes.

Un nombre, rappelons-le, plus élevé que celui de l'année 2012. A noter que la date butoir pour le dépôt des dossiers de candidature aux prochaines

élections locales est fixée au 24 septembre à minuit. Au niveau des APC, il a été décidé de prolonger l'heure de l'ouverture du bureau des légalisations des parrainages à 22h00 y compris pour la journée de vendredi. Dans ce sillage, les partis politiques n'ayant pas obtenu au moins 4% des suffrages exprimés lors des élections locales du 29 novembre 2012 sont concernés par l'opération de collecte des signatures. Les candidats indépendants doivent eux aussi s'y soumettre. Ils sont appelés à réunir au moins 50 parrainages par siège, selon le nombre de sièges échus à chaque commune pour pouvoir voir sa candidature validée et se présenter à la prochaine compétition électorale.

Concernant le corps électoral de la wilaya, le nombre d'électeurs inscrits dans le fichier électoral par la Drag au mois de mai dernier, à l'occasion des élections législatives, était de 529 506. Toutefois, ce chiffre a changé après la dernière révision du fichier électoral, lancée en prévision des élections locales du 23 novembre prochain. Il est actuellement de 545 541 électeurs et ce, en attendant les résultats des recours administratifs.

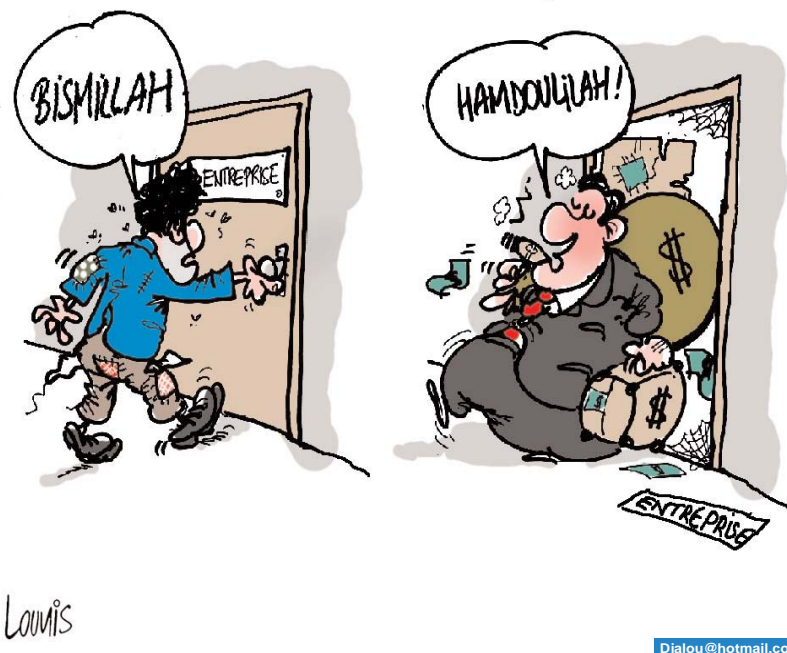
Concernant la révision exceptionnelle des listes électorales, il ressort de cette opération 22 809 nouveaux inscrits et 6 774 personnes radiées du fichier pour changement d'adresse, décès, etc.

Hocine Cherfa

## Polémique sur la suppression de la Basmala

avant

Après



Tennis/Tournoi de Hammamet

## L'Algérienne Inès Ibbou sacrée en simple

■ La championne d'Afrique de 2015 avait commencé par concéder le premier set (6-3) avant de se ressaisir 7-6 et de l'emporter finalement haut la main dans le troisième set (6-0).

Par Racim S.

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou a remporté hier à Hammamet le tableau simple d'un tournoi international «Open», après sa victoire par deux sets à un contre la Russe Varvara Gracheva, au terme d'une finale intense, ayant duré deux heures et quarante-six minutes. La

championne d'Afrique de 2015 avait commencé par concéder le premier set (6-3) avant de se ressaisir 7-6 et de l'emporter finalement haut la main dans le troisième set (6-0). Une belle consécration pour la sociétaire de l'Académie de Valence, qui dans le tableau double avait précédemment quitté la compétition, après sa défaite au premier tour contre un tandem latino-américain.

Ibbou avait fait équipe avec la Française Fiona Codino et elles s'étaient inclinées par deux sets à un contre Victoria Bosio (Argentine) et Maria Gonzalez Herazo (Colombie). La compétition, dotée d'un «prize-money» de 15 000 USD, s'est déroulée sur des courts en terre battue.

R. S./APS

Portes ouvertes sur les sports aériens

Tizi Ouzou abrite le championnat national de parapente à partir d'aujourd'hui

LA FÉDÉRATION algérienne des sports aériens, en collaboration avec la direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Tizi Ouzou et le club sportif amateur sports aériens et de montagne de Bouzeuguéne, organise du 18 au 23 septembre courant un tournoi championnat national de parapente et portes

ouvertes sur les sports aériens. Une soixantaine de pilotes confirmés, dont 7 filles de différents clubs nationaux au nombre de 25 représentant 20 wilayas, prendront part à cette manifestation. Alors que 14 représentants des différents clubs nationaux animeront les portes ouvertes qui seront organisées à l'occa-

sion de cette compétition qu'abritera la montagne d'Aswel d'Aït Zikki, dans la commune de Bouzeuguéne, et le stade Sahel de la même localité. Tandis que le stade 1<sup>er</sup>-Novembre de Tizi-Ouzou abritera l'exposition des portes ouvertes sur les sports aériens.

Hamid M.

Tramway de Constantine

La première tranche de l'extension livrée d'ici juillet 2018

LA PREMIÈRE tranche du chantier d'extension de la ligne du tramway de Constantine entre la cité Zouaghi et l'entrée de la ville Ali Mendjeli, sur une longueur de près de 7 km, sera réceptionnée d'ici à juillet 2018, a indiqué hier le chef de l'exécutif local. En visite au chantier lancé en juin 2017, Abdessamie Saïdoune a instruit l'entreprise Cosider, réalisatrice

du projet, à l'effet de «renforcer le chantier en moyens matériels et humains pour respecter les délais». In situ, M. Saïdoune s'est engagé à régler le problème du déficit en rond à béton, nécessaire pour la réalisation d'une trémie de 700 mètres, prévue au boulevard de l'ALN, à l'entrée d'Ali-Mendjeli. Il s'est également engagé à dégager «dans les meilleurs

délais» une assiette à la cité Zouaghi pour l'installation d'une centrale à béton, «indispensable» pour l'avancement du chantier, selon l'entreprise réalisatrice. Selon les explications fournies, la première tranche d'extension du tramway affiche un taux physique d'avancement de 25%. Un taux jugé «faible» par le chef de l'exécutif local.

Anis Z.